

Allocution de Madame Christine Defraigne, Présidente du Sénat,
à l'occasion de la Fête du Roi 2018

Sire,

Madame,

Monseigneur,

Monsieur le Président de la Chambre des représentants,

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs en vos titres et qualités,

J'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue au Palais de la Nation. Selon une tradition désormais établie, le Parlement organise le quinze novembre la Fête du Roi. Cette année, elle est naturellement placée sous le signe du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale.

En 1914, le Roi Albert 1^{er} avait promis la victoire à ses soldats : « *Vous triompherez car vous êtes la force mise au service du droit.* » Lorsque l'Armistice entra en vigueur le 11 novembre 1918, cette périlleuse mission était accomplie.

Plusieurs dizaines de milliers étaient morts vaillamment au combat. Mais en refusant inlassablement que l'armée belge participe aux grandes offensives meurtrières, le Roi avait préservé la vie d'innombrables soldats.

Onze jours après l'Armistice, ici même, dans ce Parlement, le Roi s'adressa aux Chambres réunies. Ce discours, qui allait devenir historique, annonce une ère nouvelle pour la Belgique, une Belgique qui opte résolument pour plus de démocratie et de justice sociale. Mais, avant d'esquisser les contours de cette Belgique nouvelle, le Roi expliqua au Parlement la ligne politique qu'il avait suivie pendant les quatre années écoulées: « D'une part, remplir, en restant toujours dans le domaine du possible, la plénitude de nos obligations internationales et sauvegarder le prestige de la Nation, devoirs auxquels tout peuple qui veut être considéré veut rester fidèle ; d'autre part, ménager le sang de nos soldats, assurer leur bien-être matériel et moral, alléger leurs souffrances. »

Quant à la Reine Élisabeth, elle s'était révélée l'organisatrice infatigable des hôpitaux du front.

S'il est un humanisme proprement belge s'appliquant à la conduite des affaires de l'État, c'est assurément celui-là. Nos Souverains l'ont forgé il y a un siècle, dans les circonstances les plus tragiques. Depuis lors, la Famille royale n'a cessé de le promouvoir vigoureusement.

Il y a quelques mois, peu avant la décision des Nations Unies d'attribuer à la Belgique un siège au Conseil de Sécurité, que le Roi Philippe s'est exprimé devant l'Assemblée générale à New York. Le Roi a rappelé que notre territoire avait été jadis ravagé par des conflits armés majeurs, et servi longtemps de champ de bataille pour les grandes puissances. C'est ce passé douloureux qui a engagé le Royaume dans le processus de construction européenne et dans l'édification de l'ONU, « *deux projets de paix durable fondés sur le dialogue, la solidarité et le respect d'autrui* ». Le Roi y ajoutait que la paix durable à laquelle nous continuons à aspirer, c'est plus que l'absence de guerre, plus encore que la création d'institutions. C'est la mise en place d'un cadre respectueux de la dignité humaine.

La Reine Mathilde fut, elle, nommée, dès janvier 2016, défenseur des Objectifs de développement durable des Nations Unies. C'était une reconnaissance internationale importante de son propre rôle, ainsi que celui de notre pays, dans la lutte contre la pauvreté, l'injustice et les conséquences du changement climatique. C'est en cette qualité que la Souveraine s'est également exprimée récemment à New York, lors d'une conférence sur l'enfance dans les conflits armés. Elle a plaidé brillamment en faveur de la réinsertion des enfants soldats.

L'histoire nous apprend que la paix n'est jamais acquise définitivement. La paix est une création permanente. Le 22 mars 2016, des attentats ensanglantaient à nouveau la Belgique, faisant trente-deux morts et des centaines de blessés. Un an plus tard, le Roi inaugurait un monument dédié à toutes les victimes d'actes terroristes. Il saisit l'occasion pour exhorter chacune et chacun d'entre nous à rendre la société plus humaine et plus juste, à oser la tendresse.

Je voudrais rendre un hommage particulier aussi aux membres des forces de l'ordre blessés cette année en service commandé : à Grand-Bigard le 19 janvier, à Bruxelles le 17 septembre, à Saint-Trond le 12 octobre, à Jalhay deux jours plus tard, et aux policières liégeoises Lucile Garcia et Soraya Belkacemi, tombées le 29 mai.

Lorsqu'il apprit le meurtre de l'inspecteur principal Amaury Delrez dans la nuit du 26 août, le Roi se rendit immédiatement au commissariat de Spa. Il y reconforta les collègues et amis de la victime de manière très émouvante.

Comme le Roi Albert 1^{er} était autrefois présent aux côtés de ses soldats, le Roi Philippe est aujourd'hui attentif au travail de nos policiers et militaires.

Mesdames et Messieurs, puisque le 15 novembre est aussi la Fête de la Communauté germanophone, je salue cordialement nos concitoyens de l'*Ostbelgien*. À l'issue de la Première Guerre mondiale, la Belgique a accueilli une population d'expression allemande. L'autonomie et les institutions de la Communauté germanophone servent à présent ses septante-sept mille habitants. C'est aujourd'hui un exemple d'intégration réussie. Notre pays peut en être fier devant le monde et devant l'Histoire.

Mesdames et Messieurs,

l'auteur et commentateur social britannique H. G. Wells a appelé la Première Guerre mondiale « la guerre pour mettre fin à la guerre ». Même pendant la Première

Guerre Mondiale, l'expression a rencontré un certain degré de scepticisme ; le politicien Britannique David Lloyd George est réputé avoir dit que « Cette guerre, comme la prochaine guerre, est une guerre pour mettre fin à la guerre ».

Mais il y aura toujours, en chaque être humain, cette foi en une paix durable. Le grand philosophe néerlandais, Baruch Spinoza, nous a probablement offert l'une des plus belles définitions de la paix:

“La paix n'est pas l'absence de la guerre, c'est une vertu, un état d'esprit, une volonté de bienveillance, de confiance, de justice.”

Bruxelles, le 15 novembre 2018,

Christine Defraigne